

Quel avenir pour la Palestine ???

Partout en France et à Bruxelles , des manifestations ont lieu ce week-end pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël.

A Albi, rassemblement samedi 25, Place du Vigan, à 15 H. Rejoignez- nous

*Alors qu'un cessez-le-feu était annoncé, Israël lançait une nouvelle opération militaire de grande ampleur en Cisjordanie, l'opération « Mur de fer ». Cette opération est annoncée par l'occupant comme « contre-terroriste ». Il s'agit bien évidemment d'une stratégie qui vise à tenter d'écraser la résistance palestinienne, à déplacer de force les communautés et à préparer l'annexion pure et simple de la Cisjordanie. **Nous appelons à la mobilisation pour le week-end des 24-26 janvier, une mobilisation citoyenne qui reste plus que jamais nécessaire***

Pendant plus de 15 mois une guerre génocidaire a été menée par l'État d'Israël contre la population de Gaza. Aujourd'hui, Gaza est un champ de ruines. La moitié des victimes sont des enfants, des enfants détruits et désespérés. En Cisjordanie dont Jérusalem-Est, les opérations de colonisation, de nettoyage ethnique, de vol de terre et de destructions de maisons s'intensifient à un rythme inégalé.

La fermeture par Israël des bureaux de l'UNRWA est une attaque inédite contre une agence de l'ONU et une très grave menace pour l'existence même du peuple palestinien. Elle met en danger les fondements du droit international.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens dénonce la politique de dépossession du peuple palestinien à l'œuvre depuis des dizaines d'années.

Nous avons toujours dénoncé sans ambiguïté l'ensemble des crimes de guerre, y compris ceux qui ont été commis le 7 octobre 2023. **Tout cela aurait pu être évité si le monde occidental, y compris l'Union européenne, n'avait pas constamment protégé Israël de l'obligation de rendre des comptes.**

Nous demandons qu'il soit mis fin à cette impunité et que des sanctions soient prises contre l'État d'Israël tant qu'il ne se conforme pas au droit international.

Nous demandons la suspension de l'accord d'Association entre l'Union européenne et Israël.

L'Assemblée Générale des Nations-Unies a réclamé le 18 septembre la fin de l'occupation israélienne du territoire palestinien occupé dans un délai de douze mois et appelé à des sanctions contre Israël. La France, qui a voté pour cette résolution, doit agir pour qu'elle soit mise en œuvre.

Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (plus de 40 organisations) exige notamment:

- *Un cessez-le-feu immédiat et pérenne, le retrait de l'armée israélienne et l'ouverture de tous les points de passage à l'aide humanitaire,*
- *La fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid, conformément à la résolution de l'ONU du 18 septembre 2024.*
- *Le droit au retour des réfugiés palestiniens comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.*
- *La libération des otages détenus par le Hamas, des plus de 10.000 prisonniers politiques palestiniens et des milliers de Palestiniens de Gaza enlevés, disparus, ou transférés dans des centres de détention et de torture.*
- *Un soutien matériel et politique à l'UNWRA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, honteusement attaquée par Israël,*
- *Un soutien sans ambiguïté à la Cour Pénale Internationale, et l'engagement d'appliquer ses décisions sans restriction ni réserve,*
- *La protection des journalistes palestiniens et l'ouverture de Gaza à la presse internationale,*
- *la fin de l'impunité d'Israël :*
 - o *Un embargo sur toutes les livraisons d'armes, de munitions et de composants militaires à destination d'Israël, des sanctions diplomatiques,*
 - o *L'engagement de poursuites contre les franco-israéliens, notamment les soldats et les colons, impliqués dans des crimes de guerre,*
- *La reconnaissance par la France de l'État de Palestine dans le cadre du droit du peuple palestinien à l'autodétermination,*
- *Une paix fondée sur la justice et l'égalité des droits*

Premiers signataires : AFPS, CP 81, CGT, Solidaires, FSU, 4ACG, PEPS 81, Mvt de la Paix, MRAP Castres, MRAP Albi, PEPS 81, Libre Pensée, Jeunes Communistes, NPA, LFI ...

ne pas jeter sur la voie publique